

C'est une figure majeure du mouvement national qui tire sa révérence

## Hocine Aït Ahmed ou le parcours d'un combattant



Les chefs historiques du FLN, menottes aux poignets, à Alger le 22 octobre 1956. © AFP

Depuis l'âge de seize ans, son destin, comme celui de ses compagnons de lutte, s'est confondu avec celui de l'Algérie en lutte pour l'Indépendance.

Il était promu à un cursus universitaire après avoir réussi la première partie du bac au milieu des années 1940 à une époque où très peu d'Algériens fréquentaient l'école, mais, Hocine Aït Ahmed a troqué tout cela pour le militantisme au sein du Parti du peuple algérien (PPA) auquel il a adhéré alors lycéen à Ben Aknoun (Alger), à 16 ans. Intégrant très vite les structures dirigeantes de ce parti qui lutte pour l'indépendance du pays pour être l'un des plus jeunes membres du Comité central puis du bureau politique, il y a insufflé surtout l'idée de la lutte armée. En effet, c'est sur son insistance que l'Organisation spéciale (OS), bras armé du PPA, a été créée en 1947, à l'issue du congrès clandestin du parti tenu à Belcourt. Il devient son chef moins d'une année après sa création en succédant à Mohamed Belouizdad que la maladie a empêché de diriger la guérilla que l'OS devait mener contre le colonisateur français. C'est sous sa houlette que le braquage de la poste d'Oran a été opéré en 1949. Les soupçons de berbérisme ayant conduit à la déchéance du natif d'Aït Yahia, à Aïn El-Hammam en Kabylie, en tant que chef de la guérilla — il a été remplacé par Ahmed Ben Bella — ainsi que de nombreux militants issus de la Kabylie, n'ont néanmoins pas entamé sa volonté ni sa flamme révolutionnaire. Recherché par les autorités françaises dans la foulée du démantèlement de l'OS, c'est, comble de l'ironie, au Caire, alors capitale du panarabisme, que Hocine Aït Ahmed, Madjid, de son nom de "guérilléro", débarque en 1952 comme délégué du PPA-MTLD. Cet intermède diplomatique participant à donner de la visibilité au mouvement indépendantiste algérien à l'étranger n'a pas entamé sa conviction de la nécessité de l'action armée non plus.

Et on le trouve deux années après, à pied d'œuvre pour la mise en place en mars 1954 du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (Crua) au firmament de la crise entre messalistes et centralistes qui dessinera la perspective de la lutte armée décidée par la réunion des 22 et enclenchée le 1er Novembre 1954. Maintenu comme membre de la délégation extérieure du Front de libération nationale (FLN), toute jeune organisation émanant de la réunion des 22, Aït Ahmed a dirigé cette délégation lors de la Conférence de Bandung dont l'une des résolutions sanctionnant ses travaux était le soutien en faveur de l'indépendance des trois pays du Maghreb, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Il s'est par la suite frayé un chemin pour le FLN à New York pour essayer d'inscrire "la question algérienne" à l'ordre du jour de l'Assemblée des Nations unies. Le détournement de l'avion qui devait l'amener à Tunis, en octobre 1956, le fait prisonnier au Château d'Aulnoy en compagnie de Mohamed Boudiaf, Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider et Mostefa Lachraf jusqu'au cessez-le-feu en 1962. Restant en contact aussi bien avec la direction intérieure qu'extérieure de la Révolution, c'est encore lui qui a insufflé l'idée de création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) afin de dépasser les clivages engendrés par le Congrès de la Soummam, notamment en ce qui concerne la primauté du politique sur le militaire et la direction interne sur celle externe. Il y a hérité en tant que détenu du titre honorifique de ministre sans portefeuille. La crise de l'été 1962 le conduit au choix du chemin de l'opposition, revendiquant, le reste de sa vie, le pluralisme politique.

**L. H.**